

Agence régionale de santé de Bourgogne-
Franche-Comté

Direction inspection contrôle audit

Conseil départemental de la Côte-d'Or

Dijon, le **29 MARS 2023**

Le directeur général de l'agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

Le Président du Conseil départemental de la Côte-d'Or

à

Madame la directrice générale du groupe KORIAN
21-25 Rue Balzac
75008 PARIS

AR N° 1A19867167005

Objet : mesures définitives

PJ : tableau des mesures définitives

Une inspection conjointe a été diligentée au sein de l'EHPAD « Les Cassissines » situé à Dijon les 30 novembre et 1^{er} décembre 2022.

Par courrier du 17 janvier 2023, nous vous avons adressé le rapport d'inspection ainsi que la liste des mesures correctives envisagées à mettre en œuvre. Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration, nous vous avons accordé un délai d'un mois pour nous faire connaître vos observations sur le rapport et les mesures.

Nous accusons réception de votre réponse du 17 février 2023 ainsi que des pièces qui l'accompagnent et nous vous notifions les mesures définitives aux prescriptions et recommandations figurant sur les tableaux joints en annexe, classées par ordre de priorité de mise en œuvre, afin de vous amener à rétablir au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge des résidents.

Nous vous rappelons l'importance d'assurer la mise en œuvre dans votre établissement des prescriptions et la prise en compte des recommandations et qui feront l'objet d'un suivi par :

- [REDACTED]
Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté
Chargée de mission médico-social secteur personnes âgées
Département accompagnement de l'offre médico-sociale
Direction de l'autonomie
[REDACTED]
- [REDACTED]
Chargée de suivi des établissements
Conseil départemental de la Côte-d'Or
[REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à notre attention ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la santé et de la prévention ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Le directeur général de l'agence
régionale de santé de Bourgogne-
Franche-Comté



P/le Président du Conseil départemental de la
Côte-d'Or et par délégation



Copie à :
Madame la directrice de l'EHPAD « Les Cassissines »
15, rue Jean Giono
21000 DIJON

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Côte-d'Or
53 Bis rue de la Préfecture, 21035 Dijon cedex
Tél : 03 80 63 66 00 – Site : www.cotedor.fr

**Tableau des mesures définitives
Prescriptions**

<div> <div>EHPAD Les Cassinines</div> <div>15 rue Jean Giono</div> <div>21000</div> <div>Commune : OUDON</div> </div>								
Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Résultats attendus	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations	
L. 311-8 du CASP	immédiate	Tracabilité de la mise en œuvre (copie de la transmission) Suite à signature aux messages enregistrés : transmissions formalisées par l'équipe paramédicale en charge de ce résident (jusqu'à son transfert)	Respecter la volonté du résident	66	N		Analyse de la mission : les éléments transmis ne permettent pas d'apprécier les interventions des professionnels auprès des résidents qui ont des encoches. Prescription maintenue - voir prescriptions sur les éléments de preuve	
Art. 3-312-555 du CASP et ses annexes	immédiate	Diagnostic du nombre de résidents concernés par les encoches Complémentarité d'intervention des professionnels spécialisés auprès des résidents concernés. Compte rendu des réunions de suivi (sur les 3 prochains mois) Tracage de la mobilisation et de l'adhésion de l'état courant des résidents (par ex. photos)	Traction favorable vers la guérison des résidents concernés et prévention du risque d'escarre pour l'ensemble des résidents	130, 131, 132 et annexe 7	N		Analyse de la mission : les éléments transmis ne permettent pas d'apprécier les interventions des professionnels auprès des résidents qui ont des encoches. Prescription maintenue	
Art. L. 311-3-4 CASP, L. 3110-4 CASP, R. 612-95 CASP	immédiate	Copie des observations médicales des résidents concernés par les encoches sur les 3 prochains mois (du 1/11/2023 au 31/06/2024)	0	633	N		Analyse de la mission : les éléments transmis ne permettent pas d'apprécier si les transmissions concernant les résidents pour lesquels des encoches ont été diagnostiquées, ce qui émerge sur la qualité des transmissions. Prescription maintenue	
R. 1013-67 CASP R. 1013-14 CASP L. 311-4-1 CASP L. 311-34 CASP Arrêté du 16 décembre 2015 relatif à l'obligation de signalement des structures sanitaires et médico-sociales	3 mois	Transmission de la liste des personnes formées	Une appropriation de la politique de signalement par tout	10, 43, 47 et 48, annexes n°1 et n°2	O	13/01/2023	Analyse de la mission : éléments satisfaisants ; signale par les personnels qui n'ont pas pu participer à la formation. Mesure levée	
Art. L. 312-26 du CASP et R. 4311-7, R. 4311-14 du CASP et R. 4312-18 du CASP	immédiate	Procédure prévoyant l'aide à la prise de médicaments par les personnes âgées de l'aide aux soins de la vie courante	Administration des médicaments conformément à la réglementation	634	N		Analyse de la mission (expertise du pharmacien responsable de Santé Publique) : La prescription est claire. Cependant, il conviendrait que le prescripteur soit complété page 7, chapitre 1, paragraphe 2 "prendre la main" avec le paragraphe en couleur vert : "Certains traitements ne doivent pas être administrés par un autre soignant : • Traitements injectables, • Collyres, • Soins buccaux, • Traitements à des résidents jugés aléaiblement « évacuables ». [7] En effet, d'une part « le moment de la prise » à l'exception des parodontiques ouverts dans le cas de figure. D'autre part, cela présente une difficulté et nécessite un accompagnement particulier » relevant des compétences diagnostiques d'une CS. Article L312-26 du CASP : (...) L'aide à la prise des médicaments peut, à ce titre, être assurée par toute personne chargée de l'aide aux soins de la vie courante des résidents, compte tenu de la nature du médicament, le mode de prise ne présente ni difficulté d'administration ni d'accompagnement particulier. (...) Des protocoles de soins sont établis avec l'équipe soignante afin que les personnes chargées de l'aide à la prise des médicaments soient informées des doses prescrites et du moment de la prise. Une prescription en « besoin ne concerne pas l'administration par » des soins liés à un état de santé stabilisé ou à une pathologie chronique stabilisée » (art. 6, 4311-4 du CASP) Article 64311-4 du CASP : (...) L'information ou l'information peut également conduire à l'aide soignante ou l'aide soignante de professionnels de l'évaluation, le cas échéant en dehors de sa fonction, de soins courants de la vie quotidienne, parfois comme des soins liés à un état de santé stabilisé ou à une pathologie chronique stabilisée et qui pourraient être réalisés par la personne elle-même si elle était autonome ou par un aidant. Mesure maintenue dans l'attente de modification de la procédure.	
R. 4311-7 à 18 du code de la Santé Publique (CSP) et L.4301-1 du CSP	6 mois	Nombre de VAE obtenus Nombre de résidents de professionnels effectifs	Les plannings mettent en évidence la présence d'au moins un professionnel diplômé	62	N		Analyse de la mission : la mission souligne les démarches engagées dans ce sens. La mission est maintenue dans l'attente de la mobilisation des équipes.	
Art. L. 4311-15 et L. 4314-4 du CSP	3 mois	Liste des descriptions d'adhésion au conseil de l'Ordre infirmier	Très en conformité avec les standards d'exercice de la profession infirmière	63	O	13/01/2023	Analyse de la mission : les éléments sont satisfaisants. Mesure levée	

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Établissement :	EHPAD Les Cassissines		
Adresse :	15 rue Jean Giono		
Cod postal :	21000	Commune :	DIJON

	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
Personnelle	Recommandation sur le risque de dénutrition des personnes âgées HAS, Stratégie de prise en charge en cas de dénutrition protéino-énergétique chez la personne âgée, 2007	Remarque n°5 et n°7	N		La recommandation est maintenue.
Conventionnement avec l'équipe	Recommandations de bonnes pratiques professionnelles : "Ouverture de l'établissement à et sur son environnement, HAS, 2009"	Remarque n°3	N		Analyse de la mission : les démarches sont engagées, il reste à les formaliser. La recommandation est maintenue.

